Kivu : la French connexion ou la double inconstance

- Zone Franche -

Survie, décembre 2008

Alors que son influence est diminuée au Kivu, la France est prête à tout pour y reprendre pied. Quitte à se rapprocher d'un de ses ennemis jurés, le président rwandais, Paul Kagamé. Avec en arrière-plan, toujours le même objectif : le pillage des richesses de l'Afrique.

Ah Non ! Ah ça, Non ! Depuis 15 ans, le président rwandais, Paul Kagamé nous est présenté par les colporteurs du discours Elyséen comme le « pire criminel en exercice en Afrique », le dictateur omnipotent des Grands Lacs, le deus ex machina du génocide, le « khmer Noir » et voici que l'on découvre que notre diplomatie est prête à tout pour se rapprocher de lui. Si l'on suit pas à pas cette logique, la France, une fois de plus, s'apprête à soutenir un tyran. Et c'est bien tout le problème que doivent affronter Nicolas Sarkozy et Bernard Kouchner : se défaire de ce discours, renier la doctrine passée, et d'abord mettre à bas ces maudits « mandats Bruguière », dont Paul Kagamé a fait un préalable rédhibitoire. Il faut dire que la France est en demande. Car en 2008, son influence et les dividendes afférents se trouvrent en grande perdition dans la région des Grands Lacs. De fait, Joseph Kabila semble prendre quelques libertés et l'annonce de la signature d'un contrat minier de 10 milliards de dollars avec la Chine a eu l'effet d'un tremblement de terre dans la vieille mécanique occidentale du pillage du Congo. Voici que les dogmes tombent et des alliances impensables se forment pour faire front.

La France au côté des Anglais ! En effet, la présence de David Miliband, ministre des Affaires étrangères du Royaume-Uni, aux côtés de Bernard Kouchner lors de sa tournée d'urgence dans la région, n'avait rien à voir avec un quelconque covoiturage. Il va falloir repenser l'avenir. Quoi qu'il en soit, pour se rapprocher, il faut au moins que l'autre ne s'éloigne pas.

En l'occurrence Paul Kagamé sait parfaitement qu'il n'a rien à gagner à pérenniser la rupture. Au contraire, il a beaucoup à tirer d'un rapport de force qui lui est somme toute très favorable en ce moment. Il apparaît donc en ce mois de novembre que le ping-pong « mandat Bruguière/commission Mucyo » pourrait bien n'avoir été qu'une totale instrumentalisation de l'accusation de complicité de génocide. Du reste de nombreux éléments incitent à douter de la réelle volonté de Kigali de traîner en justice les responsables français largement impliqués dans la collaboration franco-rwandaise de 1990 à 1994.

En réalité, Paul Kagamé connaît parfaitement les limites du jeu qu'il pratique. En ce sens, pour lui aussi la complicité française n'est qu'un levier de négociation, en plus d'une posture destinée à alimenter aux yeux de son peuple une image d'indépendance et d'intransigeance face à l'Occident. Mais en 2008, pour Paris et Kigali, « l'important » est ailleurs : au Kivu.

Coltan City

Très peu de zones du globe peuvent rivaliser avec ce qu'est devenu le Kivu. Une terre de non-droit, où, dés que l'on s'éloigne des quelques grandes villes (Kalémie, Uvira, Bukavu, Goma, Rutshuru...) l'état est en faillite totale et l'insécurité permanente. Si les populations en souffrent à un degré inimaginable, (l'Indice de développement humain officieux de la région Kivu est considéré comme le plus faible du monde), les affairistes de toutes sortes s'en réjouissent. Ici, on creuse dans de petites exploitations très artisanales, pour des minerais à très forte valeur ajoutée comme le coltan, l'or ou la cassitérite. Dans la jungle équatoriale, nul besoin des grosses infrastructures du Katanga pour exfiltrer vers les pays voisins de grandes quantités de ces minerais. Le Rwanda de Paul Kagamé l'a parfaitement compris, qui exporte chaque année plus de cinq fois sa production nationale de Coltan (à Kigali, le quartier de Nyarutarama est même surnommé « Coltan City »). Certaines fortunes rwandaises se sont bâties sur ce

commerce, tel Alexis Makabuza, un des principaux contributeurs financier du Congrès national pour la défense du peuple (CNDP) de Laurent Nkunda. En effet, pour ce petit commerce, il est indispensable d'annexer des zones minières. C'est ce qui se passe au Kivu. C'est donc une autre grille de lecture du conflit que le sempiternel raccourci occidental de l'opposition Hutu/Tutsi. La prédation du sous-sol kivutien se fait sous la tutelle des deux « parrains », Jospeh Kabila et Paul Kagamé. Dans ce schéma, eux-mêmes traitent par rebellions interposées - CNDP, FDLR, Mai Mai, etc...- laissant des seigneurs de guerre administrer en toute impunité des zones entières du territoire. Un regard distancé oblige à dire que depuis la fin de la seconde guerre du Congo en 2003 et les élections de 2006, et malgré les accords de Nairobi (novembre 2007) et de Goma (janvier 2008), rien n'a vraiment changé au Kivu. Pourtant sur un plan militaire, les forces en présence sont dérisoires. Mais de tout côté, il semble qu'un arrangement tacite ait été trouvé. Les bases des Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR) et leur région d'implantation sont connues. De même, leur nombre et leur valeur combattante ne peuvent être un obstacle à leur désarmement par la force. Les 5000 hommes de Laurent Nkunda, avec parmi eux beaucoup de Rwandais, ne sont pas non plus une « menace militaire », au sens des capacités combattantes occidentales. En revanche, le pouvoir de nuisance sur les civils de ces groupes est considérable et leurs exactions restent systématiquement impunies. Dans ce paysage, l'armée nationale congolaise (FARDC) ne jouent pas un rôle moins politique, consacrant l'échec du processus d'intégration des diverses rebellions dans l'armée promu par l'accord de Sun City en 2003. Sur le terrain la population sait bien qu'il y a autant à redouter des soldats de l'armée nationale que des rebelles, comme en témoignent encore les massacres de Kiwanja, début novembre.

Kagamé, futur membre de la Françafrique ?

Il est certain que depuis cinq ans, jamais la communauté internationale ne s'est vraiment préoccupée de suivre et de soutenir le processus de paix dans la région. Ainsi, la MONUC, objet de toutes les critiques du moment, n'alignait dans le Nord Kivu, jusqu'à cet été, que 3900 hommes, dont 2400 combattants équipés, sur un territoire impénétrable de 60 000 km2 ! Loin des 17000 hommes, en fait ventilés sur les 2 500 000 km2 de la RDC.

Comme toujours l'hypocrisie internationale est immense. La reprise des combats de Laurent Nkunda, l'accélération du rapprochement de la France avec le Rwanda, l'absence de volonté de rétablir l'ordre au Kivu - une litote -, les touches maladroites de Bernard Kouchner envisageant d'envoyer des troupes tricolores à Goma, la présence ou l'absence de soldats angolais pour venir en aide à un Joseph Kabila de plus en plus distant alors même que Nicolas Sarkozy s'est entretenu à plusieurs reprises avec le président Eduardo Dos Santos, il se tisse, dans la région des Grands lacs, une toile d'araignée de plus en plus en plus complexe, autour d'un objectif éternel, le pillage des richesses de l'Afrique. Le cynisme des dirigeants occidentaux est tel que la contradiction ne leur fait pas peur. Il est vrai que les médias sont rares à relever l'inconstance du discours. Paul Kagamé est certainement un criminel de guerre et son usage de la menace FDLR, son soutien du RCD Goma lui octroient indiscutablement une place dans la famille des mauvais génies d'Afrique, au côté des Sassou, Biya, Eyadema, Déby, Compaoré, Bozizé et consorts. Il lui restait à rentrer dans le cercle Françafricain. Avec l'assistance de Bernard Kouchner cela va être fait, et l'on peut compter sur le French doctor pour l'emballage émotionnel de l'opération. Mais ce contre-pied évident ne signifie aucunement la plus petite remise en question de la Françafrique, tout juste une nouvelle alliance au mépris des peuples. Très bientôt, peut être, verrons-nous Paul Kagamé appeler de ses voeux une intervention militaire européenne, fusse-t-elle française, sous un mandat quelconque, au Kivu. Pour contrer Kabila, il faudra bien ça.

Dans ce contexte nouveau, on se doute bien que les grands commis de l'état, impliqués dans le génocide de 1994 se frottent les mains : si Kagamé devient un ami, ceux qui continueraient à insister sur la complicité ne pourraient être que de mauvais esprits...

Vincent Munié